

Brochure n° 3324

Convention collective
IDCC : 2480. – MANUTENTION PORTUAIRE
(Fort-de-France)

AVENANT DU 20 NOVEMBRE 2017
RELATIF AUX MISSIONS DE L'HOMME TERRE
NOR : ASET1850056M
IDCC : 2480

Entre :
SNM ;
CHAUTRAM,

D'une part, et
CNTPA ;
SODPSM CGTM ;
STPFE,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires ont souhaité confirmer par avenant à la convention collective du port de Fort-de-France les missions de l'homme terre qui ont évolué depuis 2003 ainsi que la composition d'équipe affectée à la manutention en conventionnel et notamment celle qui concerne la manutention du bois.

En effet, les missions de l'homme terre sont les suivantes : ramassage matériel à terre ; mise en œuvre d'appareillage et d'élingage ; pose/dépose de twistlocks manuels ou automatiques ; ouverture et fermeture de trémies ; accrochage et décrochage de godets, d'engins de conteneurs y compris hors gabarit ; élingage de colis... De façon générale, toutes manutentions, portage de matériel, opérations diverses liées à la préparation, au suivi et à la bonne fin de la manutention le long du bord des navires, terre-plein, entrepôts.

En 2003, lors de la mise en place du travail des navires à conteneurs avec les chariots cavaliers à la pointe des Grives, il a été identifié un risque dans la zone de travail de l'équipe à terre. Il a été donc décidé de donner une nouvelle mission de sécurité à l'homme terre.

Cet homme terre sécurité avait pour mission principale de surveiller les déplacements du chariot cavalier sous portique afin d'éviter toute collision avec les hommes à terre. En relation directe avec

le chauffeur via une radio UHF, l'homme terre sécurité doit le prévenir de tout danger ou anomalie survenue lors de la manutention.

Concernant l'équipe de manutention en conventionnel du bois, il a été constaté que dans la pratique 2 hommes bords ne suffisaient pour assurer en sécurité la manutention avec les élingues sur ce type de chantier.

Les parties se sont donc accordées sur les dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Mission de l'homme terre affecté au poste de sécurité sous portique

L'homme sécurité est un homme terre. Il est placé sous l'autorité hiérarchique du contremaître terre.

Il sera identifié sous le portique par une chasuble rouge fluo qu'il devra porter pendant toute la durée du shift en plus de ses EPI (casque, chaussures de sécurité, pantalon...). Il devra :

- se positionner en amont du sens d'entrée des cavaliers défini par le contremaître terre en relation avec le manutentionnaire ;
- non loin du contremaître terre afin de faciliter les éventuels échanges tout en respectant les consignes de sécurité sous portique ;
- transmettre aux chauffeurs cavaliers toute directive particulière du contremaître terre.

Avant le démarrage du shift, il devra faire des essais liaisons radio avec les chauffeurs de cavaliers de son portique, s'identifier et installer les plots (ou tous autres moyens de sécurité) à 12 mètres du portique si le contremaître a donné la consigne de travailler entre jambe portique. Il devra déplacer les plots à chaque déplacement du portique.

L'homme sécurité sous les ordres du contremaître terre :

Doit être présent pendant tout le shift.

Ne doit pas être la relève du contremaître terre (cas interdit).

Devra veiller tout au long du shift à la sécurité des cavaliers sous portique et :

1. Arrêter le cavalier si des salariés à terre sont présents dans sa zone d'évolution ou dans le couloir contigu.

2. Il doit veiller à ce que les cavaliers respectent le sens push pull décidé par le contremaître terre et les règles de priorité suivante :

- le portique est prioritaire sur le cavalier ;
- le cavalier est prioritaire sous tout autre véhicule ;
- le cavalier sortant est prioritaire sur le cavalier entrant.

3. Arrêter le cavalier en cas de danger.

Après accord du contremaître, lorsqu'il doit s'absenter pour se rendre aux toilettes, il devra :

- prévenir les chauffeurs cavaliers de son départ afin qu'ils renforcent leur vigilance et les prévenir de son retour ;
- donner au contremaître le talkie-walkie afin que ce dernier prenne temporairement son relais.

À la demande du contremaître, l'homme sécurité indiquera au chauffeur cavalier de positionner le conteneur dans le sens souhaité pour le chargement sur le navire.

Article 2

*Modification du nombre d'hommes bord
dans l'équipe de manutention en conventionnel, bois lolo, tuyaux...*

Manutention en conventionnel lolo Voitures, conteneurs, bois, tuyaux...

Équipe type de référence :

	COMPOSITION	REMARQUES
CM bord	1	
Homme bord – chef panneau	1	
Homme bord – treuilliste 1 par grue + 1 relève pour 1 ou 2 grues au navire + 2 relèves pour 3 ou 4 grues au navire	1 par grue	+ 1 relève pour 1 ou 2 grues au navire + 2 relèves pour 3 ou 4 grues au navire Nombre de grues à définir par le manutentionnaire
Homme bord	3	
Homme bord – chef cale	1	
CM terre	1	
Homme terre	3	Pour l'ensemble des travaux à terre
Pointeur	1	
Chauffeur 1 par engin + 1 relève pour 1 ou 2 engins au navire + 2 relèves pour 3 ou 4 engins au navire + 3 relèves au-delà	1 par engin	+ 1 relève pour 1 ou 2 engins au navire + 2 relèves pour 3 ou 4 engins au navire + 3 relèves au-delà Nombre d'engins à définir par le manutentionnaire

Article 3

Date d'effet. – Durée. – Formalités

Dès signature du présent avenant par l'une des organisations syndicales, il sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Ces dernières disposent selon l'article L. 2232-12 du code du travail d'un délai de 8 jours pour exercer leur droit d'opposition. Cette opposition notifiée aux signataires devra être exprimée par écrit, motivée et préciser les points de désaccord.

Après la fin du présent délai, l'accord sera adressé :

- en deux exemplaires à la DIECCTE dont une version sur support papier, signée des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et une version sur support électronique ;
- en un exemplaire, destiné au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes.

Ces deux dépôts seront effectués par le SMN.

Article 4

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il entrera en application le 20 novembre 2017.

Article 5

Dénonciation. – Révision

Le présent accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail.

Cette dénonciation pourra être effectuée à toute époque avec un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée avec avis de réception et adressée à chacune des organisations signataires ou adhérentes.

Afin que les pourparlers puissent commencer sans retard dès la dénonciation, un nouveau projet devra être proposé par la partie qui a dénoncé dans un délai de 3 mois.

Si l'accord est dénoncé, il continuera à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord destiné à le remplacer ou pendant une durée d'un an maximum à compter de l'expiration du préavis à défaut de la conclusion d'un nouvel accord de place.

Chaque accord paritaire s'ajoutant au présent accord pourra être dénoncé selon les modalités prévues par le présent article.

Toute demande de révision présentée par l'une des organisations signataires est adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des organisations signataires ou adhérentes. Elles doivent comporter un projet détaillé portant sur le ou les points dont la révision est demandée.

Au cas où l'une des organisations signataires formulerait une demande de révision partielle du présent accord, les autres organisations signataires pourront se prévaloir du même droit. Un accord devra intervenir dans un délai de 3 mois à propos des dispositions dont la révision a été demandée. Passé ce délai, si aucun accord n'est intervenu, la demande de révision sera réputée caduque et, de ce fait, le texte antérieur continuera de s'appliquer.

Fait à Fort-de-France, le 20 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)